

Les autres sangsues : celles de l'électricité !

La compagnie de l'Electricité de France (EDF) a **théoriquement** le monopole de la production électrique de France : par exemple, elle seule investit dans le nucléaire civil de même qu'elle s'occupe du maintien en état de marche des centrales nucléaires qui permettent à la France de produire 40 % de son électricité ; mais, **pratiquement**, tout un chacun, si il a à sa disposition un moulin actionné par l'eau d'un ruisseau, peut produire sa propre électricité ! **Les fournisseurs ne sont pas les producteurs**, (paraît-il) : il y en a une trentaine de fournisseurs d'électricité et de gaz en France dont **ENEDIS** qui assure également l'entretien et le dépannage du réseau électrique qui permet les livraisons électriques aux particuliers et aux entreprises. **ENEDIS** a entrepris le changement des compteurs électriques remplacés par **LINKY**, compteur voyant et désormais payant si vous ne l'avez pas remplacé à temps ... Il y a des entreprises qui produisent tout ou partie de l'électricité qu'elles consomment. Sous prétexte d'**assumer un rôle dévolu à la fonction publique**, nombre d'entreprises – des grosses, en général, plus par le pognon qu'elles génèrent que par les emplois qu'elles procurent – bénéficient de subventions de l'État sans contrepartie pour les travailleurs électriciens mais **qui alimentent les dividendes des actionnaires** : voilà des sangsues de l'électricité !

Il y a aussi la société **ENGIE** qui fait dans les énergies renouvelables (producteur donc, dans l'éolien, le photovoltaïque, la bio-masse, ...). Et dans l'installation urbaine des distributions de chaleur (ou de froid) ... A l'origine, **ENGIE** résulte de la liaison entre l'Etat et la banque Suez (encore elle !) et s'intéresse autant à l'eau qu'à l'électricité. Dernièrement, **ENGIE**, pour contrebalancer la concurrence de **VEOLIA** qui s'intéresse aussi à l'électricité, l'est réfugiée aux Pays-Bas, véritable paradis fiscal à deux pas de la France ! Décidément, les sangsues sont partout ! L'État républicain est, paraît-il, centralisé, même ultra-centralisé ; mais **il émiette au maximum ses prérogatives de responsable** de la vie et du bien-être des citoyens français **au bénéfice du « capitalat » privé et mondialisé** : une avancée sans doute formidable de la démocratie !

La République française, Une et Indivisible, ne peut pas exister dans cet amas de recherche de profits pécuniaires sans foi ni loi ; elle est désassemblée dans **la tempête mondialisée des intérêts privés, capitalistes et sans attaches nationales**. Etre souverainiste est une sale expression qui désigne la plupart du temps des nationalistes voire des contempteurs de l'immigration. Mais, que diable, être souverainiste pour **exiger que la démocratie appartienne aux citoyens et non aux actionnaires** qui s'engraissent du travail de ces citoyens n'est pas une chose incongrue ! Il faut exiger que la souveraineté des citoyens, du Peuple des citoyens, ne soit plus un vain mot. Il ne faut plus que leur Etat soit le prétexte de transactions avec les capitalistes sans attaches nationales, ennemis des patries mais avides des bénéfices qui viennent du travail des autres, des travailleurs, de nous tous : il faut, au contraire, que la « **contribution commune** »* et « **indispensable** »* des citoyens à la dépense publique ne soit plus mêlée aux combines d'un Etat corrompu avec les quelques richards sans aveu qui l'exploitent.

Alors la République revivra !

Capitalismus delendus est !

* Article 13 de la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen** du 26 août 1789.